

Un an après...

Contribution à la réflexion

Près de trente ans après le congrès fondateur d'Épinay consacrant la renaissance du socialisme français, la défaite du 21 avril 2002 a sonné la fin d'un temps politique. Lionel Jospin s'est retiré des responsabilités politiques permettant ainsi à tous ceux qui se sont réclamés de son action d'œuvrer utilement à l'analyse des carences, des inquiétudes, des espoirs, des contradictions nés de leur aventure collective. C'est dans cet esprit, dans la fierté du travail accompli mais avec le souci de **construire l'avenir de la gauche par l'invention d'une gauche d'avenir** qu'il s'agit de prendre le temps nécessaire à la construction de réponses politiques identifiables et efficaces.

Au delà du congrès socialiste de Dijon de 2003, l'enjeu reste présent. Un processus est en marche. L'heure est au rassemblement de tous ceux qui veulent un socialisme renouvelé, construit autour d'une grande formation politique moderne et populaire, capable de faire la synthèse nécessaire des rythmes du calendrier politique et de ses échéances avec celle des idées et de la perspective historique.

Prendre le temps de répondre

Voilà près d'un siècle, au congrès de Toulouse de 1908, Jaurès prononça ces mots :
“ Nous sommes les premiers à concevoir, à imaginer les réformes, à les revendiquer, à les formuler, tant qu'il n'y a aucune chance qu'elles aboutissent ; tant qu'elles sont toutes petites, faibles, languissantes, nous les choyons, nous les caressons, nous les protégeons. Mais à peine ont-elles grandi, développées par notre propre effort, nous les rebutons, nous les rejetons, nous faisons comme les chattes qui choient leurs petits quand ils sont jeunes et qui leur donne des coups de griffe quand ils sont devenus grands. Mais, elles, c'est pour en faire d'autres... ”.

Le doute est persistant. Y-a-t-il une malédiction à ce que le sort que réserve le peuple à la gauche est de la mettre au pouvoir pour gérer les dépressions et de la sanctionner quand la maladie s'estompe ? Habitée depuis deux décennies à la gestion sociale de la crise, du chômage, des restructurations, la gauche a-t-elle acquis une autre utilité sociale dès lors que le contexte économique devint plus favorable ? Voilà cernée une difficulté. Traduire au pouvoir et dans l'action, la cohérence et la lisibilité gagnées en résistant dans l'opposition.

Depuis 1997, par delà les mesures et les résultats obtenus, des démonstrations ont pu

confirmer que l'Etat n'est pas impuissant à condition qu'il le veuille bien. Ses choix ont permis le retour de la croissance mais une croissance dont le contenu et les origines furent aussi liées aux conditions nouvelles du mode de production.

Lionel Jospin avait bien **un bilan**. Nombre de ses prédécesseurs auraient aimé le revendiquer. A l'appui de ce bilan dont la perception fut sûrement surestimée, **un programme** présidentiel sérieux et crédible fut élaboré. Sans doute a-t-on failli quant au troisième étage à bâtir et dont le programme n'est que l'expression, c'est à dire **un projet**.

Cette carence ne releva pas d'une responsabilité individuelle. Elle fut significative d'une impasse stratégique beaucoup plus profonde et collective pour la gauche française.

Celle-ci ne part pas de rien. Si l'expérience du pouvoir n'est pas un boulet mais un acquis, il est toutefois loin de dessiner mécaniquement **la garantie d'une offre cohérente, d'un projet politique structuré, d'une porosité aux forces du renouveau**. Les causes du reflux en 2002 sont moins flagrantes qu'en 1993. Pourtant, sur le fond, l'urgence est plus fondamentale. Le poids relatif du PS au sein de la gauche ne doit pas l'exonérer d'un diagnostic rigoureux. De la même manière que les municipales de 1977 avaient préparé la victoire de 1981 en construisant l'ancrage et les relais d'une offre politique rénovée, les municipales de 2001 n'ont-elles pas, a contrario, affiché les prémisses de la défaite annoncée ?

Les responsabilités du moment ne sauraient exclusivement reposer sur ceux qui ont exercé le pouvoir. Prendre le temps de répondre, c'est d'abord éviter les excommunications lapidaires et les anathèmes faciles. Entre le discours réducteur de la résistance à la mondialisation et les prétentions pragmatiques d'un discours de capitulation, il y a besoin de cerner les carences pratiques et théoriques d'une social-démocratie en panne de sens. Cela veut dire que **nos temps modernes ont moins besoin d'experts détaillant les programmes pour répondre à la complexité du monde que d'intellectuels qui densifient les projets pour donner du sens au devenir collectif**.

De ce point de vue, la responsabilité des formations politiques censées traduire une vision d'avenir mais pour qui cette élaboration est devenue affaire technique et donc affaire de techniciens est symptomatique d'une réelle crise. La politique est une science humaine qui a autant besoin d'artisans que d'architectes.

Il y a aussi l'expérience d'un mouvement social prétendant devenir l'alpha et l'omega de la pensée politique et la seule expression légitime des aspirations sociales. Cette vision réductrice n'a-t-elle pas sa part de responsabilité dans la particularisation catégorielle des enjeux, dans la rupture des visions universalistes, dans les obstacles dressés à la refondation d'une *nouvelle alliance* des diverses couches du salariat ? La démocratie sociale est autre chose que la seule agrégation des revendications.

Prendre le temps de répondre, c'est accepter de voir autre chose, dans les clivages d'aujourd'hui du corps social et de ses messages, que la seule actualisation de références anciennes. C'est faire le pari d'accepter les contradictions de notre société et de no-

tre peuple pour mieux les surmonter. C'est voir le monde tel qu'il est pour mieux le transformer car **savoir interpréter le monde, c'est déjà le tourmenter d'une suspicion légitime et d'une promesse d'action.**

Equilibre ou synthèse ?

L'histoire de la gauche au pouvoir aura été celle de retards rattrapés, de droits nouveaux, d'une intention redistributive plus équitable, d'une résistance aux fondements inégalitaires de l'évolution sociale. Chaque avancée est souvent venue compenser une inégalité, née elle-même d'un arbitrage d'intérêts, d'une répartition injuste des risques et des richesses, et parfois même des effets pervers d'un acquis antérieur. **Tout acquis social, en effet, est à la fois synonyme de progrès et porteur de contradictions nouvelles. Le risque est systémique car le système capitaliste lui-même est injuste dans ses fondements.**

Le bilan de la gauche aura été celui d'une belle tentative de synthèse dans l'action. Entre le dire et le faire, entre le social et l'institutionnel, entre le marché et l'intérêt général, entre l'exigence de la démocratie et les valeurs de la république, entre l'esprit de réforme et la défense d'acquis, l'expérience française a montré la voie d'une invention du possible.

Cependant, convenons-en, faute d'un compromis offensif assumant une véritable vocation réformiste, **la synthèse s'est vite réduite à une vision d'équilibre. Celle d'un équipage maintenant l'assiette du vol mais dont l'appareil perdait peu à peu du carburant et donc de l'altitude.**

Dès 1993, Lionel Jospin avait pris le parti - à juste raison - d'une rupture morale faisant de lui l'homme de la situation tout en demeurant l'héritier d'une culture politique. Une culture cimentée par les combats des années 70, confrontée à la pression de l'appareil communiste et de son outillage conceptuel, formatée dans le compromis historique avec les institutions de la Vème République. Telle fut l'identité, produite par l'histoire, du socialisme français et de ce nouveau moment charnière de transition.

Cependant, une fois levée l'hypothèque stalinienne, cette identité faite d'un équilibre si bien incarné par l'empreinte du " ni-ni " et dont on attendait dans l'interstice la révélation d'une sorte d'intérêt général par défaut a montré ses limites. **Ecarter les pôles d'une alternative ne nous dit rien de l'entre deux qu'il s'agit de construire.** Choisir, c'est toujours renoncer à quelque chose. Les pesanteurs structurelles inhérentes à toute institution humaine, les phénomènes de reproduction, les permanences de comportement, les ancrages historiques nuisent ainsi au dépassement de ce qui fut et contribuent fortement aux crispations identitaires. Comment dépasser ces pesanteurs ? Comment les transformer en point d'appui pour renouveler la pensée et la pratique ? Comment sortir du confort de l'ambiguïté sauf à considérer que l'abyme est lacanien et qu'*on est ce qu'on ne fait pas...*

Injustement perçue par le peuple comme la marque d'une impuissance, **cette recherche d'équilibre n'était pas une posture cynique. Il s'agissait davantage d'une approche**

empirique de l'action dans un univers de contraintes institutionnelles. Elle manifestait une forme de respect de la diversité et de la complexité sociale, qu'il s'agisse des partenaires politiques dans leur pluralité, des forces sociales dans leur altérité, des convictions de chacun dans leur intimité. Elle fut malheureusement comprise parfois comme le respect pessimiste d'un ordre établi, digérant les éléments de rupture réels que nous y avons introduit.

L'expérience vécue par la gauche au cours des cinq dernières années ne se réduit pas à l'homme qui l'a catalysée. L'enjeu reste présent : Incarner une nouvelle alliance sociale comme levier de la transformation de la société, déterminer les vecteurs d'une unification des intérêts sociaux et de la démocratie face au libéralisme, traduire politiquement cela autour d'une stratégie gouvernementale de transformation, faite à la fois de gestion de l'intérêt général et de volonté politique.

Le taux de croissance : un projet politique ?

La crise traversée par le capitalisme depuis les années 80 fut celle de son approfondissement et de sa modernisation. Une modernisation radicale, peu scrupuleuse en définitive de la démocratie, engendrant chômage de masse et dislocation du monde salarial. L'une des manifestations de cette modernité fut globalement celle du découplage de l'économie et de la finance et, plus particulièrement, de la production et de la redistribution.

La gauche doit-elle accepter cette modernité ? Confrontés à une société écartelée entre les pôles d'un arbitrage rendu difficile par l'urgence sociale, nous avons agi pour synthétiser efficacité économique et progrès social, pour tenter l'impossible retour à l'équilibre vertueux d'un encastrement de l'économie dans le contrat social, pour concilier les vertus protectrices de l'Etat-Providence avec les exigences de la société de marché.

Après quinze années de crise, les dégâts restent perceptibles, les résultats demeurent frustrants et la nostalgie du fordisme séduisante. L'urgence sociale réclamait le retour de la croissance et de l'emploi. Ils n'ont pas suffi à être crédité de la confiance populaire. Inaptes à se représenter les inégalités et intérêts nouveaux qui se manifestent, nos acquis théoriques n'ont pas suffi à rendre compte de la distorsion. Nous n'avons pas suffisamment discerné l'émergence de faits sociaux nouveaux en amont des processus, avec notamment les effets d'un sentiment de risque généralisé, qu'il soit social, écologique, économique comme individuel et collectif.

La gauche a-t-elle globalement pêché par naïveté ? N'a-t-elle pas exagérément considéré que le progrès social découlait automatiquement d'un régime de croissance alors même qu'il exacerbait par ailleurs les inégalités persistantes ? Lorsque l'emploi est de retour, il rend d'autant plus actuel la prise en compte d'aspirations sur les conditions du travail, le niveau de sa rémunération, les modalités de son exercice. Comment discerner et répondre à l'intérêt du consommateur, de l'utilisateur, du fonctionnaire, du citoyen dont les attentes sont ambivalentes ? Le peuple peut créditer la gauche des avancées collectivement accomplies mais il demeure individuellement exigeant.

Au sein des couches populaires, la dissociation s'opère entre ceux qui n'ont rien, ceux qui s'en sortent difficilement et ceux que l'on culpabilisera de représenter péjorativement " l'aristocratie ouvrière ". Au sein des classes moyennes, l'éclatement se confirme entre ceux qui s'estiment victimes d'effets de seuil (fiscaux et sociaux) ou d'inadaptation, et ceux qui accèdent à la reconnaissance supérieure. Quelle conscience commune construire entre la préoccupation de l'épargne et celle de la consommation, entre celle de l'emploi pérenne et de l'emploi instable, entre celle du locataire et du propriétaire ?

C'est dans ces concurrences que s'engouffre le discours de l'exclusion. Il commence par l'exclusion de l'immigré, et s'achève par le rejet de tout symbole de réussite dont *la France d'en haut* devient l'expression générique.

Ces dislocations sont confortées par la nature même de la croissance qui réclame des compétences nouvelles, dissout les anciennes hiérarchies et brise les vieux systèmes de promotion professionnelle. Comment dès lors embrasser la diversité de cette réalité sociale autrement que par l'incantation désuète et inopérante de la conscience de classe des années 60 ? Les conditions de cette solidarité ont elles-même changé. Il faut en prendre la mesure.

Voilà une urgence social-démocrate : examiner et définir les conditions d'une nouvelle solidarité. Discerner et anticiper la dimension structurelle des évolutions. Réfléchir à la *grammaire* des relations sociales et à la mise en scène des intérêts, aux transformations qui s'opèrent dans la conscience qu'ont les salariés de leur situation et de la relation économique qui les subordonne. La nature même de la relation salariale et des emplois évolue, le monde du travail a besoin de droits nouveaux, la redistribution, qui nécessite la création de richesses, a besoin d'un système économique orienté vers son financement et donc d'un capitalisme régulé. Le devoir est bien d'affronter les inégalités nouvelles, de bâtir de nouveaux statuts protecteurs répondant à la diversité des situations. Pour que de la diversité pleine de contradictions, qui constitue la base sociale de la gauche, naisse une force, il faut inverser les tendances centrifuges qui excluent, réparer l'ascenseur social pour tous, mais récompenser aussi le travail et la compétence. *L'armée de réserve* qu'étaient les chômeurs est loin de disparaître. Pas à pas, *l'armée des ombres* de la précarité assombrit l'horizon du monde salarial. Tout cela soulève la question du statut du travail comme du travailleur, de l'éducation comme de la formation dans la société et dans l'entreprise.

Évidemment, **l'opposition générique entre le capital et le travail, les questions relatives à l'arbitrage salaires/profits, n'ont pas disparu.** Cette donnée intangible a d'ailleurs guidé les pratiques homogènes d'hier, articulées sur une lecture simple des représentations sociales mais dont les individus sont loin d'avoir désormais la même perception. Fonder le progrès pour toute l'humanité sur l'émancipation des couches populaires et des plus démunis est dans le socle génétique du combat séculaire de la gauche. Or, la lecture que nous avons des " couches populaires " et des " classes moyennes " se révèle impuissante à représenter la réalité car cette dernière n'est pas unique mais plurielle. Comment dès lors reconstituer l'homogénéité nécessaire à la mécanique de la

représentation politique et à l'exercice de la démocratie sociale ?

Parler *des gens d'en bas*, expression miraculeuse pour désigner désormais l'indéfinissable, ne suffit pas. Tracer cette clôture symbolique aussi sécurisante qu'insignifiante ne nous protège pas d'une dérive populiste. Au contraire, faute d'un projet émancipateur, elle l'alimente. Invoquer la France d'en bas n'exclue pas qu'on l'asservisse davantage encore, ni qu'on la berce d'illusions lyriques.

On ne pourra s'attaquer donc à la crise de la représentation en figeant la question sociale dans une grille d'analyse strictement macroéconomique. Dans les discours, la gauche avait pris la mesure de l'épuisement du modèle des trente glorieuses mais elle n'a pas mesuré l'ampleur qualitative des évolutions qu'il engendre, ni discerner dans toutes ces implications le nouveau mode de production et de régulation émergeant dont les crises financières sont aujourd'hui une expression.

Actualiser les clivages

Durant trente ans, le schéma identitaire sur lequel s'est développée la gauche a globalement fonctionné. Mais il est un fait avéré que sa vision homogène des rapports sociaux et politiques correspond donc à une réalité devenue aujourd'hui plus fuyante. Doit-elle se satisfaire de l'incantation à représenter le monde majoritaire du salariat sans s'interroger sur ses évolutions internes ? Doit-elle se résoudre à l'impuissance fiscale et se résumer à la redistribution nécessaire en faveur des exclus ? A-t-elle évolué au même rythme que ceux dont elle est censée rassembler les intérêts pour mieux les représenter ensuite ?

Le front de classe d'hier, patiemment construit par la gauche, a perdu de ses vertus. Sa force décisive fut fondée sur le ralliement de fractions progressistes des classes moyennes venues créditer le combat de la classe ouvrière. Qu'en est-il aujourd'hui ? Craignant l'hypothèse peu crédible d'une lente paupérisation, les classes moyennes auraient-elles conquis la centralité occupée jadis par les ouvriers ? Quels seraient donc les déterminants de cette centralité ? Relèveraient-ils d'une psychologie des masses, de critères sociologiques, quantitatifs, conjoncturels, élitistes ? La question mérite attention et la réponse est politique. En tout état de cause, le doute demeure sur la capacité motrice et homogène à conduire le changement social.

La focalisation des politiques sociales dans la lutte contre l'exclusion et sur les catégories les plus vulnérables a particularisé, de fait et en droit, la question sociale alors même que la logique fiscale exposait les classes moyennes à assumer la fonction centrale d'un tel dispositif. Ceci révèle l'une des contradictions majeures de notre temps. Comment fonder la notion de justice au cœur de cette tension persistante entre approche collective et intérêt individuel sans que la perception même de la justice n'en soit perturbée ? Un principe de justice, globalement accepté, ne résiste pas à la perception individualisée de ses effets. Si cette tension semble irréductible, c'est qu'elle n'est pas nouvelle. Et rien n'interdit d'y revenir. **L'idée de justice réclame sans doute de refonder celle d'égalité.** Simplement, il convient de l'envisager dans le contexte actuel d'une transformation des normes et des pratiques sociales dont l'autonomie devient la cardi-

nale vertu.

A l'hétérogénéité de situations et d'intérêts qu'engendre notre système économique répond une logique publique de discrimination positive et de particularisation des prestations. Il faut donner plus à ceux qui ont moins. Mais c'est là où l'équité n'offre pas en soi la garantie d'une perception partagée d'un progrès universel ? Ce que l'on nomme désormais l'Etat-Providence sélectif ne forge-t-il pas une vision consumériste et corporatisée de la réalité sociale. Chaque individu est renvoyé à sa condition. C'est à dire à une condition matérielle d'assistance déterminant la conscience d'être, non pas bénéficiaire, mais titulaire de droits spéciaux, détachés des rapports de classe concrets, déconnectés de la sphère économique ou productive et donc d'une identité sociale.

La déconnection des mondes productifs et redistributifs comme la marche historique du mouvement ouvrier transformant ses conditions matérielles d'existence ont bouleversé, objectivement, un système de valeur construit sur un rapport social historiquement déterminé. L'Etat-Providence a domestiqué la lutte des classes alors même que les effets de la mondialisation nous en rappelle chaque jour l'existence. Le conflit de classe ne modélise plus les issues possibles alors même que les inégalités demeurent.

La vocation de la gauche ne peut se résumer à la seule redistribution a posteriori alors même que le système économique qu'elle combat ne cesse de produire chaque jour de l'inégalité et des concurrences insurmontables entre les forces même du salariat. Les inégalités doivent être attaquées là où elles se créent : au niveau de la production ... comme de la reproduction sociale. Cependant, avancer cela n'épuise pas le sujet. Il ne fait qu'ouvrir le champ du souhaitable sans discerner celui du possible. Tel est pourtant l'enjeu historique de la social-démocratie. **S'intéresser aux dimensions chroniques et structurelles des inégalités dans le libéralisme plutôt que de disserter sur l'accompagnement thérapeutique des symptômes ou des effets indésirables.**

L'acquis qu'a représenté le recul du chômage et la perspective du plein emploi ne doit pas masquer une autre réalité. L'Etat ne peut pas tout. Il ne régit pas la société et tout ce qui la fait tenir debout. Il n'est pas responsable de toutes les conventions qui sous-tendent les rapports sociaux, individuels et collectifs.

Que se passe-t-il aujourd'hui à travers la demande simultanée d'autorité et d'autonomie ? Elle est paradoxale mais elle n'est pas contradictoire. L'attente sociale se transforme. Elle diffuse le sentiment du risque et de son corollaire la peur.

La peur de ne pas répondre aux objectifs d'épanouissement individuel tant valorisé par la société, qui supposent esprit d'autonomie et responsabilité, provoque aujourd'hui la quête d'une autorité qui protège et prescrit. Mais la quête a un double visage. La demande de normes se traduit par le recours à une puissance publique mythifiée et à la loi considérée comme l'expression de l'autorité. Il s'agit de compenser les pressions d'une société qui substitue chaque jour davantage, le contrat à la loi, vante l'initiative individuelle, rejette toute hiérarchie dans l'expression des valeurs et traduit de la sorte l'empreinte des logiques de marché. Mais paradoxalement, le second visage du recours

est non seulement de compenser mais aussi de récompenser par l'extension des droits sociaux et civils la réussite, l'accomplissement individuel, la consommation sans entraves.

D'un côté, on réclame l'existence d'une autorité qui ne se discute pas. De l'autre, on attend des effets collectifs à l'individualisme. Voilà pourquoi, en partie, la notion de solidarité perd de sa substance en même temps que la logique de victimisation face aux risques imprègne aujourd'hui le comportement de nos concitoyens. Cette situation est riche de dangers car elle peut mener à la synthèse des droites, faire le lit de conceptions libérales et liberticides, opposer droits civils et droits sociaux, revenir aux modèles d'un Etat coercitif pour les uns et inexistant pour les autres.

L'une des réponses stratégiques tient à la clarification idéologique autour de la notion même de service public. N'est-elle pas le moyen d'ouvrir l'horizon des droits collectifs, d'une conception ambitieuse de la République et du contrat social ?

Proximité et gouvernance : la dépolitisation ?

Dans l'esprit de ce qui précède, les phénomènes d'individualisation évoqués se trouvent confortés et accentués par le discours dominant de la proximité et l'émergence d'un système de valeurs calqué sur une logique de marché. On ne prétendra pas ici que la démocratie suppose des élus sourds et aveugles, coupés du peuple et méprisant leurs électeurs. On méditera simplement ce proverbe turc qui nous dit que *lorsque la hache pénètre dans la forêt, les arbres se rassurent à bon compte en se disant que le manche est des leurs*. Présentée comme la solution miracle permettant de mieux comprendre le peuple et d'entendre ses aspirations, la notion de proximité n'est-elle pas au contraire la meilleure façon de maintenir sa subordination ?

Telle est l'orientation cautionnée par une bonne partie du mouvement social et de certains courants de la société dite " mobilisée ". L'idéal démocratique se manifesterait donc dans l'espace clos de la proximité et l'abolition de toute distance symbolique du citoyen avec son représentant. Outre qu'une bonne pratique ne fait pas forcément une bonne politique, cette abolition n'est-elle pas une destruction de l'idée même de représentation politique alors que l'on déplore chaque jour la crise même de cette représentation ? Est-on certains que pour mieux saisir une réalité sociale il faille garder le nez sur le guidon ? Comme le suggère Zaki Laïdi, *le politique incite le citoyen à penser que ce qu'il veut et attend individuellement est l'horizon indépassable de la vie en société*. Là voilà, l'arme de la dépolitisation. Et comme elle doit s'inscrire en lettres de noblesse, on l'articule autour du vague projet d'une société de la gouvernance.

Ce concept a une particularité. Il parle politique sans le dire. Il évoque davantage un processus que des institutions. A la jonction de l'exigence civique et de la rentabilité financière, il fait de la transparence le parangon universel de la démocratie. Depuis son avènement dans les années 80, la notion de gouvernance se transpose peu à peu à la démocratie politique, réduisant cette dernière aux principes qui régissent l'économie de marché. Lorsque l'on dit « oui à l'économie de marché et non à la société de marché », on perçoit l'enjeu du rapport de force à instaurer dans les définitions d'une

bonne gouvernance tout en discernant mal comment envisager séparément ce qui participe finalement d'un système global d'équilibre.

L'ambiguïté de la gouvernance n'a d'égal que les intentions cachées qu'elle abrite. En aucune manière, sauf à considérer la transposition pure et parfaite des prescriptions de la Banque Mondiale, elle ne dévoile les réformes de l'Etat qu'il s'agirait de mettre en œuvre. La gouvernance est moins un lieu qu'une procédure. Or, l'enjeu de la démocratie est à la fois le lieu d'où s'exerce le pouvoir et se prend la décision publique tout autant que le processus de son avènement.

On peut admettre que l'identité de la gauche ne se réduise plus à une conception unique de l'action publique accrochée une architecture étatique particulière où à l'acte unilatéral. Objet pluriséculaire de nombreuses attentions doctrinales du mouvement ouvrier, la forme de l'Etat et donc le rapport au politique demeurent bien l'un des chantiers de la modernité.

Si notre objectif n'est donc pas la négociation d'un retrait de l'Etat, il est plutôt dans la définition de ce qui permettrait d'en élargir l'efficacité par l'extension du politique. C'est de ce point de vue que la notion de régulation prend toute sa signification. Plutôt que s'attacher défensivement à combler certaines absences coupables de l'Etat, elle doit en revanche permettre d'accroître les frontières du politique au delà de ce dernier. Un pari tant hexagonal qu'international qui, posé dans ces termes, indique la nature de la régulation et des gouvernances qu'il s'agirait de mettre en œuvre. Elle suppose d'accepter le dérangement que nos repères culturels pourraient éprouver. Elle suppose aussi la garantie de demeurer dépositaire de l'intérêt public. Elle pose donc la question centrale de l'autorité qui s'y rattache.

L'un des objets essentiels du socialisme est bien de redéfinir la forme de l'Etat et de poursuivre l'œuvre de nos prédécesseurs, non pas pour le dépérissement de ce dernier mais pour sa régénérescence démocratique. Dans la longue querelle autour de sa légitimité, l'actualité réclame de répondre à la triple crise de ses fonctions productrices, protectrices et correctrices.

La crise de la social-démocratie est celle d'une phase historique et idéologique qui s'achève. Aux fondements de celle-ci demeure une certaine idée de l'Etat, instrument d'appropriation sociale et de redistribution, et du contrat social. Refonder la pertinence de ces deux dimensions dépasse aujourd'hui les frontières hexagonales et les lectures que nous avons de la réalité sociale. Il n'empêche que c'est à l'aune de cette refondation, en osant le recul nécessaire face aux exigences programmatiques des campagnes électorales et en prenant le temps de la réponse, que sera mesurée l'utilité historique de la gauche et la légitimité future du socialisme.

Joël CARREIRAS
Membre du Conseil National